le point sur l'actualité internationale en éducation

Roumanie : des résultats en baisse au baccalauréat 2011

Lucile Bruand Exner et Bernadette Plumelle

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/2136>

DOI : 10.4000/ries.2136

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2011

Pagination : 18-21

ISBN : 978-2-85420-593-0

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Lucile Bruand Exner et Bernadette Plumelle, « Roumanie : des résultats en baisse au baccalauréat 2011 », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 58 | décembre 2011, mis en ligne le 01 décembre 2014, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2136> ; DOI : 10.4000/ries.2136

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Tous droits réservés

le point sur l'actualité internationale en éducation

Roumanie : des résultats en baisse au baccalauréat 2011

Lucile Bruand Exner et Bernadette Plumelle

- 1 La parution des résultats de la session 2011 du baccalauréat a provoqué un choc en Roumanie : plus d'un candidat sur deux était ajourné, avec un taux d'échec de 54,3 %. Des consignes de surveillance des examens d'une rigueur extrême avaient été données par le ministre de l'éducation, Daniel Funeriu, mettant brutalement fin à une corruption généralisée lors de la passation des épreuves. Cet événement s'inscrit dans le cadre d'une réforme importante du système éducatif roumain, avec la nouvelle loi sur l'éducation adoptée définitivement au début de l'année 2011, loi qui a suscité de très vifs débats au sein de l'opposition politique ou des syndicats enseignants.
- 2 Aucun signe avant-coureur n'avait laissé prévoir une session de baccalauréat particulière en 2011. Certes le ministre avait exigé des mesures de surveillance drastiques de la part des inspectorats de chaque département. Mais les consignes délivrées par le ministère, qui sont celles appliquées lors de tout examen national en matière de déroulement des épreuves, étaient ignorées jusqu'à présent. Choisir d'affirmer publiquement la nouvelle politique éducative par le truchement d'un examen national fortement médiatisé est à la fois un pari audacieux et un signal fort adressé au pays tout entier.

Conséquences des différentes réformes du baccalauréat

- 3 En 2006, une commission de l'éducation (commission présidentielle), créée en vue de faire une analyse du système d'éducatif roumain, établissait un diagnostic sévère du système éducatif roumain, en soulignant sa profonde inefficacité face aux besoins réels du pays en matière d'éducation, et proposait des solutions aux problèmes existants. En mars 2008, un pacte national pour l'éducation était signé par tous les partis. Le premier signe tangible

en est la réforme du baccalauréat, approuvée en septembre 2009, avec la suppression des épreuves orales et la réduction du nombre d'épreuves et d'options.

- 4 Une première réforme mise en place au début des années 2000 avait modifié les conditions d'entrée à l'université en introduisant, dans la réussite au concours, la prise en compte de la moyenne générale du candidat au baccalauréat. Mais en dix ans, cette mesure a engendré des dérives très préjudiciables. Les lycées, jouant leur réputation sur le nombre d'élèves intégrant les plus prestigieux établissements d'enseignement supérieur, avaient tout intérêt à voir leurs candidats obtenir de très bonnes notes au baccalauréat et demandaient la mansuétude des correcteurs, d'autant que le centre d'examen était le lycée lui-même et qu'il n'était pas rare de voir les notes d'examen des élèves remontées avant transmission aux autorités. La pratique de cours particuliers donnés par les professeurs tout au long de l'année, souvent au sein même de l'établissement, était perçue par les parents comme nécessaire à la réussite de leur enfant et la mention « très bien » devenait en quelque sorte un dû, à partir du moment où l'élève avait pris des cours particuliers avec son professeur. Enfin, lors des épreuves écrites, il arrivait de voir les candidats prendre leur manuel et copier les réponses au vu et au su des surveillants.
- 5 La suppression des épreuves orales, à la session 2010 du baccalauréat, avait été le premier élément introduit par le ministère pour empêcher la corruption entre candidats, examinateurs, chefs de centres et directeurs.

L'électrochoc de la session 2011

- 6 Les mesures imposées en 2011 par Daniel Funeriu, ministre de l'Enseignement, de la recherche, de la jeunesse et du sport, qui affiche depuis le début de son mandat, en décembre 2009, sa ferme intention de transformer en profondeur le système scolaire et universitaire, ont été réellement appliquées par l'administration scolaire de chaque département : caméras dans les salles d'examen, documents et cartables des candidats à l'abri dans des salles fermées à clé et surveillées, visites « surprise » d'inspecteurs dans de très nombreux centres d'examen pour vérifier le déroulement réglementaire et la bonne tenue des examens.
- 7 Ce dispositif a mis un frein brutal et inattendu aux pratiques des années précédentes. En Roumanie, la proclamation des résultats du baccalauréat se déroule en deux temps : la première phase donne des résultats provisoires, soumis à possible contestation des candidats ; la deuxième phase établit la liste définitive des lauréats, après révision des copies aux notes contestées. Le 4 juillet 2011, les premiers résultats annonçaient 44,7 % de réussite, créant une onde de choc dans l'opinion publique qui, soudain, prenait conscience de l'ampleur de la fraude. Pas moins de 114 000 élèves sur environ 200 000 étaient déclarés en situation d'échec.
- 8 On aurait pu s'attendre à une levée de protestations. La réaction a, au contraire, été majoritairement favorable à la dénonciation de la chape de plomb qui pesait sur les pratiques en vigueur, qu'il s'agisse d'intellectuels reconnus tel l'écrivain Mircea Catarescu, par un article dans *Evenimentul Zilei* du 8 juillet, ou d'hommes politiques, tel Emil Boc, Premier ministre (« le baccalauréat est une douche froide, mais nécessaire au système éducatif roumain »), de professeurs en exercice ou de simples citoyens.

- 9 Lors de la session 2010, 43 000 candidats avaient déposé des réclamations. En 2011, ils ont été plus de 80 000. Chaque année, cela permet le rattrapage de 1 à 2 % des candidats. À la session 2011, ils ont été 2 257 à être déclarés admis à l'issue de cette deuxième délibération. Les résultats définitifs du baccalauréat affichent un taux de réussite de 45,7 %.

Une transformation en profondeur du système scolaire

- 10 La nouvelle loi de l'éducation a été proposée par le gouvernement en avril 2010, mais des résistances très importantes se sont exprimées (recours introduit auprès de la Cour constitutionnelle par 108 députés de l'opposition). Et pour faire adopter cette loi, le gouvernement roumain a dû engager sa responsabilité devant le Parlement. La mise en œuvre des articles de la loi sur l'éducation est officiellement entrée en vigueur en février 2011. Le ministre a cherché à rassurer les opposants à la loi en indiquant que sa mise en œuvre se ferait graduellement. En effet, cette loi modifie en profondeur le système éducatif roumain.
- 11 Ainsi, pour les secteurs du primaire et du secondaire, les cycles d'étude sont réorganisés (cinq ans au collège et trois ans au lycée)¹ et la scolarité obligatoire allongée, avec une année supplémentaire en collège. Les programmes sont révisés en instaurant une flexibilité dans les contenus ; il est prévu que 20 % du contenu du programme scolaire est décidé par les autorités locales. Le conseil d'administration doit être désormais formé d'enseignants (50 %), de parents d'élèves (25 %) et de représentants des autorités locales et du chef d'établissement nommé par le conseil d'administration. Les répercussions sur la formation initiale et continue des enseignants sont également très fortes.
- 12 Cette loi ambitieuse transforme très profondément l'éducation en Roumanie et l'inscrit dans les standards de l'Europe, comme l'autonomie des établissements scolaires, le rallongement de la durée obligatoire de l'enseignement, le mode d'évaluation des élèves, etc. Mais ces changements ne vont pas sans de très fortes critiques. Les conséquences du taux de réussite anormalement bas de cette session du baccalauréat ne sont pas encore réellement mesurables. Des échéances électorales importantes auront lieu fin 2012 avec la tenue d'élections législatives en novembre. Quels seront les effets du calendrier politique sur la mise en place de la réforme ?

NOTES

1. « L'enseignement fondamental correspond à la scolarité obligatoire, qui est d'une durée de dix ans en Roumanie (de 6 à 15 ans). Il comprend l'enseignement élémentaire (les classes I à IV, pour les élèves de 6 à 9 ans), l'enseignement secondaire inférieur dit « gymnasial » (les classes V à VIII, pour les élèves de 10 à 13 ans), puis soit le premier cycle de deux ans du lycée, soit l'enseignement secondaire technique dispensé dans les écoles d'arts et métiers (les classes IX et

X, pour les élèves de 14 et 15 ans). L'enseignement secondaire supérieur concerne le lycée. C'est un cycle de deux ans (les classes XI et XII, pour les élèves de 16 et 17 ans), qui prolonge celui suivi à l'issue des études gymnasiales. Cet enseignement secondaire supérieur se termine par l'examen de baccalauréat. Dany Bourdet (mai 2010), site de la revue en ligne *Regard sur l'est* http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1091 (page consultée le 27/10/2011).

INDEX

Index géographique : Roumanie

Mots-clés : baccalauréat, système éducatif

Palabras claves : título de bachillerato, sistema educativo

Keywords : French high school diploma, educational system

AUTEURS

LUCILE BRUAND EXNER

Agrégée d'allemand et a travaillé dans les ministères français de l'Éducation et des Affaires étrangères et européennes, au ministère allemand de l'Éducation du Land de Rhénanie Nord Palatinat puis comme personnel de direction, et au CIEP. Elle a été attachée de coopération éducative en Allemagne et en Roumanie, et est actuellement en poste au Brésil.

L'auteur a été attachée de coopération éducative à l'Ambassade de France en Roumanie (2007-2011).

BERNADETTE PLUMELLE

Responsable du centre de ressources documentaires du CIEP